



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
15 décembre 2010
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption

Vienne, 13-15 décembre 2010

Projet de rapport*

I. Introduction

1. Dans sa résolution 3/2, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a décidé, conformément au paragraphe 7 de l'article 63 de la Convention et au paragraphe 2 de l'article 2 du règlement intérieur de la Conférence des États parties, de constituer un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée chargé de la conseiller et de l'aider à mettre en œuvre le mandat dont elle avait été investie en matière de prévention de la corruption.
2. Dans la même résolution, la Conférence a également décidé que le Groupe de travail s'acquitterait des fonctions suivantes:
 - a) Aider la Conférence à élaborer et à accumuler des connaissances dans le domaine de la prévention de la corruption;
 - b) Faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les États sur les mesures préventives et les pratiques en la matière;
 - c) Faciliter la collecte, la diffusion et la promotion des meilleures pratiques de prévention de la corruption;
 - d) Aider la Conférence à encourager la coopération entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société pour prévenir la corruption.
3. Toujours dans la même résolution, la Conférence a décidé en outre que le Groupe de travail se réunirait pendant ses sessions et, le cas échéant, tiendrait au moins deux réunions intersessions avant sa quatrième session afin de s'acquitter des tâches qui lui avaient été confiées, dans la limite des ressources existantes. Elle a aussi décidé que le Groupe de travail lui soumettrait des rapports sur ses activités.

* L'original du présent document n'a pas été revu par les services d'édition.



II. Organisation de la réunion

A. Ouverture de la réunion

4. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption a tenu sa première réunion à Vienne du 13 au 15 décembre 2010.

5. La réunion du Groupe de travail a été présidée par Dominika Krois (Pologne) et John Brandolino (États-Unis d'Amérique). Ouvrant la réunion, la Présidente a souligné qu'il importait d'appliquer les articles 5 à 14 de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour prévenir et combattre la corruption. Elle a rappelé le paragraphe 2 de l'article 61 de la Convention, qui soulignait qu'il était important de développer et de partager les meilleures pratiques de prévention de la corruption. Elle a également rappelé le paragraphe 4 de l'article 63 de la Convention qui, entre autres, faisait référence à la nécessité de faciliter l'échange d'informations entre les États sur les pratiques efficaces pour prévenir la corruption, ainsi que l'objectif de la Conférence, qui était de promouvoir l'application de la Convention, notamment en facilitant l'échange d'informations entre les États sur les pratiques efficaces de prévention de la corruption. Elle a invité le Groupe de travail à exploiter la masse d'informations qui seraient échangées lors de la réunion. Appelant son attention sur le fait que sa prochaine réunion aurait lieu en août 2011, peu avant la quatrième session de la Conférence, elle a engagé le Groupe à donner des orientations au secrétariat quant aux domaines de prévention de la corruption sur lesquels il devrait se concentrer au cours des mois à venir.

6. L'administrateur chargé de la Division des traités a donné un aperçu de la documentation que le secrétariat avait établie pour faciliter les délibérations du Groupe. Il a indiqué que le secrétariat avait procédé conformément au paragraphe 5 de la résolution 3/2 de la Conférence, par lequel celle-ci avait prié l'UNODC de s'acquitter des tâches qui lui étaient confiées en tenant compte des connaissances existantes au sein du système des Nations Unies et d'autres organisations pertinentes. Tout en reconnaissant la nécessité de rassembler encore plus de connaissances sur la prévention de la corruption, il a espéré que les documents dont le Groupe était saisi constitueraient un point de départ utile pour ses travaux.

7. Les présidents ont donné la parole aux participants, invités à faire des observations générales. Les orateurs ont souligné l'importance des débats que le Groupe de travail devait avoir et ils ont pris note avec satisfaction de la documentation établie par le secrétariat. Plusieurs orateurs ont présenté les mesures qui avaient été prises à l'échelle nationale pour prévenir la corruption conformément à la Convention: création d'organes de lutte anticorruption chargés de mener une action préventive; élaboration et mise en œuvre de plans d'action contre la corruption; adoption de textes de loi ou modification des textes en vigueur; et mesures relatives à la passation des marchés publics. Le rôle de la société civile et du secteur privé dans la prévention de la corruption a aussi été mis en avant. Plusieurs orateurs ont insisté sur la relation qui existait entre l'action de prévention et le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention. L'application des dispositions du chapitre II de la Convention ne serait certes examinée que lors du deuxième cycle de la première phase d'examen, mais le Groupe de travail devait aider les États parties à s'y préparer, c'était un aspect important de son rôle. À cet

égard, l'interdépendance de tous les chapitres de fond de la Convention a été soulignée. Les orateurs ont instamment prié leurs collègues de tirer parti du Groupe de travail pour mettre en commun des données d'expérience et des bonnes pratiques ainsi que pour discuter des problèmes qu'ils rencontraient, de manière à ce que le Groupe serve à l'échange d'idées sur la mise en œuvre des dispositions du chapitre II et donne des conseils à la Conférence sur ce qui devait être fait pour préparer le prochain cycle d'examen.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

8. Le 13 décembre, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour suivant:
 1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la réunion;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
 2. Mise en œuvre du mandat de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption en matière de prévention de la corruption.
 - a) Élaboration et accumulation de connaissances dans le domaine de la prévention de la corruption;
 - b) Échange d'informations et d'expériences entre les États sur les mesures préventives et les pratiques en la matière;
 - c) Collecte, diffusion et promotion des meilleures pratiques de prévention de la corruption;
 - d) Coopération entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société pour prévenir la corruption.
 3. Adoption du rapport.

C. Participation

9. Les États parties à la Convention suivants étaient représentés à la réunion du Groupe de travail: Afrique du Sud, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Croatie, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Mali, Maroc, Mexique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

10. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la réunion.
11. Les États signataires de la Convention suivants étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Inde, Irlande, Japon, République arabe syrienne, République tchèque et Thaïlande
12. Les États suivants étaient représentés par des observateurs: Andorre et Oman.
13. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était également représentée par un observateur.
14. Les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes des Nations Unies, les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs: Organe internationale de contrôle des stupéfiants (OICS), Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme alimentaire mondial (PAM), Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et Banque mondiale.
15. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage, Conseil de l'Europe, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).
16. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.

III. Mise en œuvre du mandat de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption en matière de prévention de la corruption

A. Élaboration et accumulation de connaissances dans le domaine de la prévention de la corruption

17. Le Groupe a commencé à examiner les informations figurant dans le document intitulé "Bonnes pratiques de prévention de la corruption et dispositifs réglementaires destinés au secteur public" (CAC/COSP/WG.4/2010/2). Le représentant du secrétariat a présenté le document, qui avait été rédigé sur la base d'informations fournies par des entités du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales pertinentes, ainsi que par des États parties. Il a également fait la démonstration du répertoire TRACK de l'UNODC, initiative en cours concernant les outils et ressources d'acquisition de connaissances sur la lutte anticorruption.

18. Le représentant du PNUD a donné un aperçu des activités menées par le Programme dans le domaine de la prévention de la corruption et a jugé bienvenues les consultations auxquelles le secrétariat avait procédé lors de l'établissement de la documentation destinée au Groupe. Il a brossé un tableau général de l'action du PNUD dans ce domaine et l'a replacée dans le contexte plus large de ses projets en matière de gouvernance démocratique, et il a mis en relief les liens étroits entre cette action et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a donné des exemples illustrant le réaligement des priorités et mandats qui avait suivi l'entrée en vigueur de la Convention, que le PNUD considérait comme un cadre d'action en matière de gouvernance et de développement. Il a également rappelé les possibilités qu'offrait en matière de coopération et d'assistance technique le réseau vaste et bien établi de Coordonnateurs résidents et de bureaux de pays du PNUD. Il a présenté les outils, méthodes et bonnes pratiques qui avaient été mis au point pour apporter une aide aux organes anticorruption, ainsi que le travail réalisé sur les secteurs exposés à la corruption.

19. Le représentant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a décrit la démarche pluridisciplinaire entreprise par l'Organisation pour lutter contre la corruption dans le secteur public. Dans le cadre de son programme sur la gouvernance publique, l'OCDE mettait l'accent sur le Cadre d'intégrité et sur les études d'intégrité auxquelles étaient soumis les processus administratifs en place dans les États membres de l'Organisation ainsi que dans d'autres pays. Les trois composantes du Cadre d'intégrité étaient la responsabilité, l'orientation et la formation, et la gestion des ressources humaines fondée sur le mérite. Il a été question des expériences positives acquises au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à cet égard.

20. La représentante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a exposé au Groupe l'action anticorruption menée par l'Organisation depuis 2001. Ce faisant, elle a indiqué que cette dernière avait systématiquement fait part à l'UNODC de ces activités afin d'assurer une certaine complémentarité et d'éviter les chevauchements. Elle a parlé de l'élaboration d'un nouveau programme de bonne gouvernance fondé sur une démarche globale, pluridimensionnelle et sectorielle. Elle a aussi donné des exemples de ce que l'OSCE faisait en Europe du Sud-Est et dans le sud du Caucase pour renforcer l'autogouvernance à l'échelle locale et l'intégrité des agents des douanes et des services chargés du contrôle des frontières. Elle a rappelé que l'Organisation avait pour mandat de collaborer avec l'UNODC pour faire en sorte que la Convention contre la corruption soit universellement ratifiée et a précisé que les projets de lutte anticorruption soutenus par l'OSCE seraient fonction des réponses des États à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation qui avait été approuvée par la Conférence des États parties. Elle a aussi fait savoir que l'OSCE était prête à contribuer à la collecte de textes de loi contre la corruption destinés à alimenter la bibliothèque juridique créée par l'UNODC.

21. Toutes les présentations seraient mises à la disposition des représentants intéressés.

22. Le représentant du secrétariat a présenté une introduction au thème des méthodes (notamment les approches factuelles) d'évaluation des domaines de vulnérabilité particuliers à la corruption dans les secteurs public et privé, auquel était consacré le document CAC/COSP/WG.4/2010/4. Il a décrit les méthodes

d'évaluation quantitative des vulnérabilités et passé en revue les principales approches suivies aux niveaux national et international, en faisant ressortir leurs points communs et leurs singularités. On a reconnu que les approches factuelles pouvaient permettre d'obtenir des informations fiables et précises sur les domaines de vulnérabilité à la corruption. Ces méthodes consistaient à recueillir des informations sur les preuves ou expériences d'actes de corruption et à les analyser selon des procédures scientifiques ne laissant aucune place à la subjectivité. Nombreuses étaient les entités à avoir procédé à de telles évaluations, aux niveaux tant national qu'international; pourtant, il n'existait pas de méthodologie harmonisée qui permette de produire des mesures fiables et normalisées de la corruption et de la vulnérabilité à ce problème.

23. Le représentant de la Banque mondiale a décrit les activités menées par la Banque ces 10 dernières années dans le domaine de l'évaluation quantitative de la corruption. Il a parlé des enquêtes de diagnostic sur la corruption qui avaient été produites pour près d'une vingtaine de pays, à leur demande.

24. Le représentant du PNUD a donné un aperçu de ce que faisait le Programme en matière d'évaluation de la corruption: conception de produits d'information et appui aux pays qui demandaient de l'aide pour la réalisation d'évaluations, notamment. Il a mentionné plusieurs grands principes sur lesquels reposait l'action menée dans ce domaine, en soulignant l'importance de processus axés sur les pays et dirigés par eux, qui permettraient de prendre en compte les résultats des évaluations dans la réforme des politiques nationales. Il a aussi insisté sur le renforcement des capacités nationales et encouragé l'adoption de processus faisant intervenir les divers acteurs concernés.

25. Le Groupe a remercié l'UNODC pour le travail fourni et la documentation établie à son intention. Les orateurs mesuraient toute l'importance qu'il y avait à rassembler des informations exactes et complètes sur l'application de la Convention contre la corruption, et plus particulièrement de son chapitre II, ainsi que sur les différentes formes de corruption. Au sujet du premier point, les orateurs ont fait observer que la Conférence avait déjà pris une décision concernant les méthodes selon lesquelles ces informations devaient être recueillies, à savoir au moyen de la liste de contrôle détaillée pour l'auto-évaluation. Au sujet du deuxième de ces points, il a été souligné que, pour élaborer des méthodes d'évaluation des vulnérabilités factuelles, il fallait garder à l'esprit les travaux du Mécanisme d'examen de l'application.

26. Les orateurs ont pris note de la proposition qui était faite dans le document d'information de constituer un groupe scientifique d'experts internationaux chargé de faire une synthèse de l'expérience acquise en matière d'approches factuelles d'évaluation de la corruption et de la vulnérabilité à ce problème et de perfectionner les méthodes suivies dans ce domaine. Plusieurs orateurs ont jugé que la création d'un tel groupe n'était pas souhaitable en l'état actuel des choses. Certains se sont félicités du développement des capacités nationales à élaborer et appliquer de telles méthodes. On s'est prononcé en faveur d'une approche factuelle plutôt que subjective. De nombreux orateurs ont mis en garde contre le recours à des méthodes établissant une forme ou une autre de classement entre les États.

B. Échange d'informations et d'expériences entre les États sur les mesures préventives et les pratiques en la matière

27. Les orateurs ont informé le Groupe des efforts déployés par leurs pays pour prévenir la corruption dans la gestion des finances publiques. La représentante du Brésil a en outre décrit le portail brésilien sur la transparence, auquel de nouvelles fonctionnalités avaient été ajoutées le 9 décembre 2010, à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption. Ce portail contenait en particulier des informations présentées de manière simple sur les marchés conclus par le Gouvernement fédéral et sur certaines dépenses publiques. Deux autres portails étaient consacrés aux investissements d'infrastructure et autres dépenses liées à l'organisation de la Coupe du monde de football et des Jeux olympiques d'été qui auraient lieu au Brésil en 2014 et en 2016 respectivement. La représentante s'est félicitée du fait qu'un nombre croissant de Brésiliens consultaient le portail, ce qui donnait à la société civile un certain contrôle sur les dépenses publiques.

28. Plusieurs orateurs ont mis en avant les mesures et les bonnes pratiques propres à promouvoir l'intégrité et la transparence dans l'administration publique, y compris en renforçant la responsabilisation et en réformant la fonction publique. Des plans d'action et stratégies avaient été adoptés pour prévenir la corruption dans le secteur public, et des institutions spéciales, comme des bureaux d'ombudsmen, avaient été établies à cette fin. Il a été dit qu'il importait que les agents publics soient convenablement rémunérés et qu'ils aient à leur disposition des moyens de signaler les cas d'abus. La Journée des Nations Unies pour la fonction publique, le 23 juin, que l'Union africaine avait elle aussi décidé de célébrer, était vue comme une occasion d'échanger des données d'expérience au niveau régional. Un orateur a mis en avant tout ce qui était fait dans son pays pour coordonner les initiatives de prévention de la corruption à l'échelle nationale tout en apportant une assistance à d'autres pays.

29. Les orateurs ont appelé l'attention sur différents dispositifs réglementaires régissant le fonctionnement du secteur public, y compris sur les règles relatives aux conflits d'intérêts et sur l'adoption de codes de conduite. Un orateur a parlé du nécessaire renforcement du système judiciaire dans son pays. On a également noté que l'adoption de codes de conduite devait s'accompagner d'une formation des agents publics sur la teneur de ces textes.

C. Collecte, diffusion et promotion des meilleures pratiques de prévention de la corruption

30. Un représentant du secrétariat a présenté le document d'information intitulé "Bonnes pratiques de prévention de la corruption dans les procédures de passation des marchés publics" (CAC/COSP/WG.4/2010/3). Il a indiqué que la passation de marchés pouvait, au-delà de l'acquisition de biens et de services par des agents publics, avoir d'autres conséquences, notamment en termes de responsabilité des agents publics, de dépenses publiques et d'efficacité apparente des systèmes de passation des marchés. Les procédures de passation de marchés publics étaient des outils fondamentaux non seulement lorsqu'il s'agissait d'acquérir des biens et services nécessaires au fonctionnement de l'administration publique mais aussi, et de plus en plus, lorsqu'il s'agissait de mettre en œuvre des politiques macro-

économiques. De ce point de vue, la corruption dans les procédures de passation des marchés publics pouvait avoir de multiples effets néfastes.

31. Il a été fait référence au paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention, où étaient énoncés trois principes fondamentaux sur lesquels devait reposer tout système de passation des marchés publics efficace et efficient, à savoir la transparence, la concurrence et des critères objectifs pour la prise de décisions. Il a été précisé que l'adoption et la bonne application de ces principes permettraient à la fois de prévenir la corruption dans le cadre des marchés publics et d'accroître la concurrence, deux objectifs qui se renforçaient mutuellement.

32. L'adoption de systèmes électroniques de passation des marchés publics (marchés publics dématérialisés) pourrait grandement faciliter le respect de ces principes fondamentaux. Elle aurait aussi d'autres avantages, dont les suivants: meilleur accès, y compris par la société civile, à l'information liée à la procédure et à certaines opérations de passation de marchés; documentation automatique de chaque opération de passation de marché et recherche d'informations facilitée; accès sélectif à l'information relative à la passation de marchés grâce à la gestion d'identités électroniques; indicateurs de risque intégrés; et respect plus strict de la bonne articulation des tâches, avec processus de justification obligatoire.

33. Exposant un cas d'espèce, le secrétariat a énuméré les effets positifs de la mise en place de systèmes électroniques de passation des marchés publics: participation accrue des acteurs économiques et, plus particulièrement, des microentreprises et des petites et moyennes entreprises; réduction des coûts des opérations; et effet d'entraînement en faveur d'un recours plus général aux technologies de l'information et de la communication. On a aussi fait observer que d'autres facteurs, comme l'existence de cadres législatifs et d'infrastructures informatiques adaptés, pouvaient influencer sur la mise en place de tels systèmes.

34. Un représentant de la Banque mondiale a indiqué que la prévention de la corruption demeurait un élément crucial de la Stratégie sur la gouvernance et la lutte contre la corruption (GAC) de la Banque mondiale. La Stratégie était en passe d'être révisée, mais la passation des marchés publics en resterait l'un des grands piliers. À cet égard, la Banque mondiale se concentrait sur le renforcement des capacités en vue de faciliter la mise en œuvre de cadres législatifs dans les pays partenaires. L'analyse des difficultés liées à l'application des lois et règlements relatifs à la passation des marchés publics qui se posaient de manière spécifique dans certains secteurs, comme ceux des transports ou de la santé par exemple, faisait ressortir clairement la nécessité d'adapter les mesures de renforcement des capacités aux exigences de chaque secteur de l'administration publique.

35. Un représentant du secrétariat de la CNUDCI a fait savoir au Groupe que la Commission révisait sa Loi type sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services, dont le texte final devait être adopté en 2011. La Loi type révisée proposerait un modèle complet de loi nationale sur la passation des marchés et faciliterait ainsi l'application du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention contre la corruption, tout en mettant en avant les meilleures pratiques à suivre dans ce domaine. Il a été souligné que l'objet de la Loi type révisée, celui du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention et ceux d'autres dispositions de la Convention coïncidaient, et que la Loi type favorisait de plus la recherche du "juste prix". Des exemples ont été donnés de la correspondance entre les dispositions de la

Convention et celles de la Loi type. Il a été concédé que, pour atteindre les objectifs visés, toute future législation alignée sur la Loi type révisée devrait être appliquée, grâce notamment à des programmes d'assistance technique offerts en partenariat avec les organisations internationales compétentes.

36. Un représentant de l'OCDE a exposé les principes, orientations pratiques et outils conçus par l'Organisation à l'appui de la mise en œuvre de politiques et mesures de prévention de la corruption, en vue de proposer des conseils et des bonnes pratiques aux professionnels concernés. L'OCDE plaidait pour l'utilisation de systèmes électroniques du fait que ceux-ci favorisaient la transparence et l'efficacité; donnaient à la population des moyens de mettre les autorités publiques devant leurs responsabilités; et réduisaient les tâches administratives et les coûts. Le représentant de l'OCDE a précisé que l'Organisation rassemblait actuellement des données concernant spécifiquement la capacité des systèmes électroniques de passation des marchés publics à réduire la corruption. Pour ce faire, elle avait mis sur pied une équipe spécialisée dans la dématérialisation des marchés publics et l'intégrité qui était composée d'États membres de l'Organisation et d'États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Cette équipe avait déjà fait le point des meilleures pratiques suivies en matière de dématérialisation des marchés publics et d'intégrité, et elle se concentrerait en 2011 sur la définition d'orientations de politique générale.

37. Le représentant du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat (DAES) a brossé le tableau des activités menées par ses services dans le domaine des marchés publics électroniques depuis 2001, mentionnant notamment les enquêtes sur l'administration électronique, qui étaient axées sur quatre indicateurs de la dématérialisation des marchés publics: développement de l'infrastructure informatique; développement du capital humain; services publics électroniques; et participation électronique. Il a exposé dans leurs grandes lignes les enseignements qui avaient été tirés de l'expérience et les bons résultats qui étaient ressortis de ces enquêtes, à savoir: a) meilleures perspectives économiques pour les groupes vulnérables et plus grande égalité sociale; b) mécanismes démocratiques renforcés et bonne image des pays où la passation des marchés était dématérialisée; et c) meilleures perspectives d'action collective pour prévenir et combattre la corruption.

38. Le représentant du DAES a aussi parlé du prix Champion du service public décerné par l'ONU. Il a rappelé que la Journée des Nations Unies pour la fonction publique avait été proclamée par l'Assemblée générale en 2003, et que le prix était destiné à récompenser les actions visant à renforcer le rôle, rehausser le prestige et améliorer la visibilité de la fonction publique. Le prix avait pour objectif de mettre en évidence les mesures novatrices prises dans le domaine de la gouvernance; de récompenser l'excellence dans la fonction publique; de rehausser l'image et le prestige de la fonction publique; de renforcer le professionnalisme; de donner confiance dans les administrations publiques; et de mettre en commun les pratiques concluantes. Il était actuellement décerné dans les catégories suivantes: amélioration des services publics; encouragement à la participation à la prise de décisions au moyen de mécanismes novateurs; amélioration de la gestion des connaissances dans les administrations publiques; et promotion de services publics adaptés aux différents besoins des hommes et des femmes. Les candidatures pouvaient provenir de partenariats public-privé, d'entités et d'organismes publics nationaux ou locaux,

et de tout organisme remplissant des fonctions de service public. Le prix était attribué région par région, à l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la fonction publique célébrée chaque année le 23 juin. Le représentant du Département des affaires économiques et sociales a informé le Groupe de la création, en coopération avec l'UNODC, d'une nouvelle catégorie, dans laquelle le prix récompenserait la prévention de la corruption et la lutte anticorruption dans la fonction publique.

39. Le représentant du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a prononcé une déclaration sur les nombreuses initiatives qui avaient été entreprises dans le domaine de la prévention de la corruption du point de vue des droits de l'homme. Il a notamment appelé l'attention sur les ressources qui étaient mises à disposition par le Haut-Commissariat en collaboration avec ses partenaires et qui comprenaient a) les mesures de lutte anticorruption que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels recommandait dans ses observations finales relatives aux rapports sur l'application, par les États parties, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; b) un projet de principes directeurs visant à promouvoir le cadre de l'ONU intitulé "Protéger, respecter et réparer"; c) une publication regroupant 21 études de cas consacrées à la réforme de la gouvernance; et d) une publication sur les conclusions de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les mesures anticorruption, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, tenue à Varsovie en 2006. En conclusion, il a indiqué que le Haut-Commissariat était prêt à collaborer étroitement avec l'UNODC pour lutter contre la corruption et à rechercher de potentiels domaines de coopération avec lui.

40. Le Groupe de travail a remercié le secrétariat pour le travail préparatoire qu'il avait fourni. Plusieurs exemples de cas où des systèmes électroniques de passation des marchés avaient été mis en place avec succès ont été mentionnés pour illustrer les atouts que présentait l'adoption de tels systèmes. Au nombre de ces atouts, les orateurs ont cité le contrôle accru de la société civile et le meilleur accès des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, ainsi que des fournisseurs locaux, aux marchés publics. Parmi les meilleures pratiques, on a aussi évoqué le système de "témoin social" ayant pour fonction de surveiller le respect des règles dans le cadre des grands projets d'infrastructure. On a ajouté qu'il fallait s'attacher à déterminer ce qui, dans les systèmes électroniques de passation des marchés, risquait de favoriser la corruption. Les orateurs ont aussi estimé que les programmes d'assistance technique devraient promouvoir une évolution culturelle pour ce qui était des attitudes à l'égard des marchés publics, afin de favoriser l'adoption et la bonne application des valeurs fondamentales consacrées par le paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention contre la corruption.

D. Coopération entre toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société pour prévenir la corruption

41. Le Secrétaire de la Conférence a présenté le document intitulé "Règles et règlements des organismes représentés au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination: alignement sur les principes énoncés dans la Convention des Nations Unies contre la corruption" (CAC/COSP/WG.4/2010/5). Il a rappelé la proposition que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), le Bureau des affaires juridiques et l'UNODC avaient

avancée vers la fin des négociations de la Convention concernant l'incrimination de la corruption de fonctionnaires d'organisations internationales publiques; la coopération entre les organisations internationales et les États Membres; et la question des privilèges et immunités. Comme les négociations en étaient alors à un stade avancé, cette proposition n'avait pas pu être examinée en détail et avait été renvoyée à la Conférence par le biais de la résolution 58/4 de l'Assemblée générale. La Conférence s'était prononcée sur le sujet à ses première et deuxième sessions, dans ses résolutions 1/7 et 2/5. L'UNODC avait lancé en avril 2007 l'initiative relative à l'intégrité institutionnelle, qui visait à étendre aux organismes des Nations Unies les principes et règles énoncés dans la Convention. Sur les 28 membres du Conseil des chefs de secrétariat, 19 avaient répondu à la liste de contrôle sur les articles de la Convention énonçant des principes présentant un intérêt pour eux. L'appel lancé aux États Membres par le Groupe des Vingt en faveur d'approches harmonisées dans les différentes organisations dont ils étaient membres a été mentionné. Le Secrétaire a fait observer que la coopération internationale dans ce domaine était une entreprise complexe et qu'elle devait être davantage recherchée, même si l'évolution actuelle était encourageante, s'agissant notamment du traitement des affaires que les organisations internationales renvoyaient aux États Membres. Il a aussi évoqué un accord récemment conclu par des banques multilatérales de développement sur l'application mutuelle des décisions de suspension.

42. Les orateurs ont pris note du document d'information et remercié l'UNODC des efforts qu'il avait déployés pour s'acquitter des tâches qui lui avaient été confiées dans les résolutions 1/7, 2/5 et 3/2 de la Conférence. Ils ont reconnu l'utilité de l'initiative relative à l'intégrité et pris note des informations recueillies auprès des organisations internationales au moyen de la liste de contrôle. Ils ont insisté sur la nécessité de poursuivre le travail entamé par le secrétariat, conformément au mandat du Groupe.

43. L'importance qu'il y avait à resserrer les partenariats entre les secteurs public et privé pour prévenir la corruption et les incidences positives de ces partenariats sur l'économie et le développement ont été soulignées. Concernant les partenariats public-privé au niveau international, les orateurs ont indiqué souhaiter un bref exposé structuré des activités menées par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales dans le domaine de la prévention de la corruption. Les orateurs ont donné des exemples de mesures concrètes visant à faire participer les acteurs du secteur privé à des initiatives destinées à mieux faire connaître et respecter les principes clefs de transparence, d'intégrité et de responsabilité. Ces mesures portaient notamment sur la mise en place d'un haut comité chargé de donner des avis de politique générale sur les partenariats public-privé et des conseils sur les moyens d'amener des entités du secteur privé à jouer un rôle dans des projets publics. Un autre exemple d'initiative destinée à faire intervenir le secteur privé et à promouvoir l'intégrité a été cité, qui concernait l'établissement d'une liste d'entreprises aux valeurs "éthiques" consultable par tous.

44. Le représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Meilleures pratiques à appliquer par les journalistes pour produire une information responsable et professionnelle sur la corruption" (CAC/COSP/WG.4/2010/6). Établi en application du paragraphe 17 de la résolution 3/2 de la Conférence, ce document donnait un aperçu des bonnes pratiques que les médias devaient suivre pour

produire une information responsable et professionnelle sur la corruption et mettait en relief les facteurs susceptibles d'entraver la liberté de rechercher, de recevoir, de publier et de diffuser des informations concernant la corruption mentionnée à l'article 13 de la Convention.

45. Réaffirmant que la participation de la société était capitale pour que les États puissent donner suite à l'article 13 de la Convention, les orateurs ont souligné le rôle clef des médias dans la prévention de la corruption. Ce rôle était pluridimensionnel puisqu'il englobait aussi bien la sensibilisation à la question que la mise au jour d'actes de corruption qui échapperaient autrement à la justice.

46. Les orateurs ont également estimé qu'il importait de définir et de promouvoir des normes concernant la production d'une information responsable et professionnelle sur la corruption, considérant par ailleurs qu'il fallait concilier le droit de rechercher et de recevoir des informations avec d'autres droits tout aussi fondamentaux et avec le respect de la légalité. Le Groupe a en outre été d'avis que la production d'informations sur la corruption était une activité délicate qui exposait souvent à différents risques les représentants des médias, dont elle faisait ainsi un groupe vulnérable.

47. Le Groupe a encouragé le secrétariat à rassembler de plus amples informations sur les bonnes pratiques à appliquer par les médias pour produire une information responsable et professionnelle sur la corruption, et il a jugé qu'il fallait renforcer les capacités des journalistes et mettre en place des programmes favorisant les partenariats entre eux et avec les autorités publiques.

48. Le représentant du secrétariat a présenté le document sur les jeunes et la corruption ("Progress on Youth and Corruption", publié en anglais seulement sous la cote CAC/COSP/WG.4/2010/CRP.1), qui avait été établi pour faire écho au paragraphe 1, alinéa c), de l'article 13 de la Convention et aux paragraphes 16 et 19 de la résolution 3/2 de la Conférence, relative aux mesures préventives.

V. Adoption du rapport

49. Le 15 décembre 2010, le Groupe de travail a adopté le rapport sur les travaux de sa première réunion (CAC/COSP/2010/WG.4/L.1 et Add.1).